



Rapport annuel 2017

Rapport annuel 2017

ÉDITO



Dr NGODI Etanislas

Coordonnateur de
l'Association Avenir
NEPAD Congo

Le plan stratégique 2016-2019 avait apporté à l'organisation, la colonne vertébrale dont elle avait besoin, en matière de planification stratégique et programmatique. L'année 2017 a été marquée par importants efforts de restructuration destinés à optimiser le fonctionnement de la structure et tout particulièrement sa gestion financière et à renforcer la confiance de nos partenaires individuels, associatifs et institutionnels. Merci à tous, donateurs, adhérents et bénévoles qui ont rendu ce travail possible pour la défense des droits humains fondamentaux.

FAITS MARQUANTS EN 2017

Des nouveaux projets sur le terrain

Dans le prolongement des actions engagées depuis 2016 avec l'appui financier d'**Amplify Change**, l'Association Avenir NEPAD Congo a mené des actions de terrain en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes en R2publique du Congo et le plaidoyer pour les droits en santé sexuelle de reproduction. Ces projets ont contribué à l'actualisation d'une base de données des acteurs intervenant sur les DSSR ; l'augmentation du niveau de participation communautaire sur la lutte contre les violences faites aux femmes et production des documents suscitant l'engagement politique et citoyen sur les droits des femmes.

Un autre projet lancé a été celui du monitoring sur les lieux de détention arbitraire à Brazzaville. Financé par Agir Ensemble pour les Droits Humains et l'OCDH dans le cadre du projet MANDAT, appuyé par l'Union Européenne.

Appui institutionnel

À la suite d'un audit interne réalisé en juin 2017, l'Association Avenir NEPAD Congo a fait le choix de faire certifier ses comptes par un cabinet de commissariat aux comptes de la place. Ce qui a permis à l'organisation de réaliser une réforme du manuel de procédures de gestion administrative et comptable et de rationaliser son fonctionnement quotidien.

Dans le domaine de la communication, il a été élaboré une stratégie de communication à double objectif : faire connaître à un public plus large les missions et susciter un vif intérêt des potentiels partenaires d'appuyer les actions utiles en faveur de la population.

QUI SOMMES-NOUS ?

NOTRE VISION

L'Association Avenir NEPAD Congo est une association sans but lucratif, créée le 30 janvier 2004 à Brazzaville, République du Congo. Elle a reçu son agrément officiel le 9 mai 2005. Elle œuvre en faveur de la protection des droits humains et de la promotion de la gouvernance.

L'organisation a été créée dans le but de protéger les droits de l'homme, sensibiliser et conscientiser les populations sur leurs droits et promouvoir la gouvernance. Dans un monde qui évolue et dont la caractéristique principale est la rapidité des changements, notre organisation entend se donner des moyens d'être en phase avec le mouvement imposé.

NOTRE MISSION

Les objectifs de l'organisation sont : renforcer l'appropriation citoyenne du NEPAD; promouvoir, protéger et défendre les droits de l'homme et contribuer à l'instauration d'une démocratie réelle et d'un Etat de droit en République du Congo.

La mission principale de l'organisation est de promouvoir et protéger les droits humains, à travers la promotion des valeurs démocratiques et civiques, l'instauration de l'Etat de droit, l'éducation à la citoyenneté, la promotion de la justice sociale et la bonne gouvernance et le respect des libertés fondamentales.

DOMAINES D'INTERVENTION

Droits Humains

A travers la **promotion et protection des droits humains**, l'organisation entendait renforcer les capacités des citoyens à connaître et comprendre les différents instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme; assurer la promotion/protection et défense des droits des groupes vulnérables et plaider en faveur de l'accès à la justice à tous les groupes. Les activités s'étaient formalisées autour du plaidoyer, le renforcement des capacités, la sensibilisation et les publications.

Gouvernance

Le volet **promotion de la gouvernance** est l'imprégnation dans la conscience collective des valeurs qui fondent l'Etat de droit, la justice sociale, la lutte contre la corruption et l'impunité. L'accent au cours de l'année 2017 a été mis sur la formation des leaders communautaires, le renforcement de la participation citoyenne aux processus électoraux, la vulgarisation des textes sur les élections, l'éducation civique et l'observation et le monitoring électoral.

NOTRE ORGANISATION

L'ASSEMBLEE GENERALE

En tant qu'organe suprême, l'Assemblée Générale détient le pouvoir de prise de décision dans les matières suivantes : mise en place des organes, par élection démocratique des membres, du Bureau Exécutif, du Conseil d'Administration et des commissions ad hoc ; adoption, amendement ou abrogation des Statuts et du Règlement intérieur lui soumis par le Bureau Exécutif ; approbation du projet du budget et adoption des plans pluriannuels et annuels d'activités, élaborés par le Bureau Exécutif ; approbation des rapports annuels d'activités ; acceptation ou exclusion des membres sur base d'un rapport présenté par

le Bureau Exécutif ; décision sur la poursuite judiciaire d'un membre, et de tout responsable de la gestion ou de la direction ; acceptation, rectification ou rejet des comptes et opérations intéressant le patrimoine de l'organisation ou concernant l'affectation des ressources (examen des rapports financiers) ; décision de créer, de modifier, de remplacer ou de supprimer toutes les structures internes, hormis celles qu'imposent les textes législatifs ou réglementaires ; acceptation de dons ou legs et autorisation de l'annulation des créances jugées irrécouvrables ou la cessation d'un bien ou d'une immobilisation ; dissolution de l'organisation ; etc.

LE BUREAU EXECUTIF

Le Bureau Exécutif s'acquitte des fonctions suivantes pour le compte de l'Assemblée générale : préparer les réunions des assemblées générales ordinaires et extraordinaires. C'est le Coordonnateur, assisté par les autres membres du Bureau Exécutif, qui prépare, convoque et dirige les réunions et l'Assemblée Générale ; mettre en exécution les décisions de l'Assemblée Générale en assurant la supervision générale de la gestion administrative et financière conformément aux principes agréés par l'Assemblée générale ; préparer les plans d'action de l'Association Avenir NEPAD Congo en assurant la coordination du processus d'élaboration et en fournissant un feed-back sur

la performance des plans élaborés ; faire le plaidoyer pour la mobilisation des ressources des différentes sources afin de fournir à tous les organes les moyens nécessaires à la bonne marche de leurs activités ; analyser les rapports d'activités et superviser les activités des différents programmes ; approuver les résultats issus du processus de recrutement et de licenciement ; recevoir les demandes d'adhésion ou de démission des membres. ; prendre les décisions urgentes qui sont du ressort de l'Assemblée Générale lorsque celle-ci ne peut pas se réunir et en soumettre la décision définitive à la plus prochaine réunion de l'Assemblée Générale et mener toute activité qui est de nature à favoriser la mise en oeuvre des objectifs, de la mission et des décisions de l'organisation.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est l'organe consultatif et de contrôle de l'organisation. A ce titre il lui revient notamment de donner ses avis et considérations sur la gestion dans tous les plans, ainsi que sur les plans d'action, les programmes d'activités, les prévisions budgétaires et les rapports annuels du réseau à soumettre à l'Assemblée Générale pour approbation. Il est composé de cinq membres. Ces derniers sont choisis par l'Assemblée Générale, sur proposition du Bureau Exécutif. Le mandat est de trois ans renouvelable.

NOTRE EQUIPE



Dr NGODI Etanislav, Coordonnateur



M. DJEMBO Ornael Mikhael, Programme



M. MACKOSSO Thève, Communication



M. BOUHOUELE Eric, Comptable



M. Gael MBOUMBA NZIGOU
Animateur GODH



M. SEMI GEAISSÉ BREJNEVS
Logisticien



Mlle BOUNKAZI Belfie

RENFORCEMENT DES CAPACITES

FINALISATION DES DOCUMENTS DE POLITIQUE

L'année 2016 a vu le lancement de la première phase du projet Renforcement des capacités de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre en République du Congo, financé par AmplifyChange. Il visait à contribuer au renforcement du plaidoyer en vue de prévenir et lutter contre les Violences basées sur le genre en République du Congo et mettre en place des dispositifs d'appui d'urgence aux femmes victimes des violences. Ce projet reposait sur six activités : élaboration d'une stratégie de communication sur les violences basées sur le genre ; monitoring et documentation des violations des droits humains et violences basées sur le genre ; améliorer la prise en charge des victimes des violences basées sur le genre ; renforcement du plaidoyer en vue de la lutte contre les VBG ; suivi et Evaluation des activités du projet et renforcement institutionnel.

Le projet a permis à l'organisation de mieux prendre en compte la dimension renforcement des capacités institutionnel et organisationnel par l'élaboration et la validation des documents de politiques ci-après : le manuel de procédure de gestion administrative, financière et comptable ; le plan stratégique 2016-2019 ; la Charte du Personnel ; le Manuel de gestion des risques et le Code Ethique et Déontologique.

Ces documents ont été finalisés en 2017.

MISSION DE TRAVAIL A L'AMBASSADE DES PAYS-BAS



Le 10 mars 2017 la délégation de l'Association Avenir Nepad Congo, composée du Coordonnateur Etanislav NGODI, du Président du Conseil d'Administration Ivan KIBANGOU, et du chargé des Programmes Ornael Mikhael DJEMBO, s'est rendue à l'Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa, République Démocratique du Congo, où l'attendait l'Assistant aux affaires politiques, Tim Lap. Les échanges avaient porté sur les points suivants : la situation des droits humains en République du Congo ; le contexte politique congolais et les défis auxquels sont confrontées les OSC congolaises.

Cette visite a permis à l'organisation de s'imprégner des procédures de financement et priorités stratégiques (Appui à la promotion et la défense des droits humains ; genre et participation politique des femmes) du ministère néerlandais des Affaires étrangères et des défis à relever par la société civile congolaise.

SEMINAIRE DE FORMATION RELATIONS CIVILO-MILITAIRES



Deux membres de l'Association Avenir NEPAD Congo, Thève MACKOSSO, Assistant à la communication et DJEMBO Ornael Mikhael avaient participé au séminaire de formation sur les relations civilo-militaires, co-organisé par l'Ambassade des USA et le ministère congolais de la défense nationale du 2 au 6 avril 2017. Ce séminaire avait pour objectifs : comprendre les principes des relations civilo-militaires dans un pays ; examiner le rôle des forces armées dans une société démocratique et élaborer un « plan d'action » pour améliorer les relations civilo-militaires en République du Congo.

Il existe des tensions naturelles entre les responsables civils et les officiers militaires. Les militaires doivent être des professionnels dévoués à la protection des autres citoyens. Les forces armées doivent développer des relations constructives avec les autres institutions et organisations et gagner la confiance de la société qu'elles servent. Les gouvernements ont besoin d'un ensemble équilibré d'institutions pour veiller à ce que les ressources puissent être utilisées là où leur besoin se fait sentir

AUDIT INTERNE DE L'ORGANISATION

Dans un souci de transparence, d'efficacité, d'accompagnement et en vue de mieux préparer les missions d'Audit externe et de supervision des différents bailleurs des activités de l'Association Avenir NEPAD, un audit interne a été confié à AFRICA DIAF CONSULTING. Conformément aux termes de référence, l'approche méthodologique utilisée s'était basée sur : l'analyse de l'environnement, revue documentaire et des procédures ; la vérification et contrôle exhaustif des pièces justificatives et des opérations passées ; le contrôle de caisse et des transactions financières ; l'examen approfondi du système de contrôle interne (tests de contrôle interne et tests substantiels) et entretiens/interviews à tous les niveaux ; l'analyse des états financiers, des rapports financiers ; l'audit des approvisionnements et des marchés et contrats conclus ; l'analyse des rapports de suivi évaluation et la restitution des conclusions provisoires, recueil des observations et élaboration du plan de suivi des recommandations (plan d'action). Un rapport synthèse et global de l'audit a été produite en juin 2017.



RETRAITE DE DOLISIE



Du 19 au 22 décembre 2017, l'Association Avenir NEPAD Congo a organisé sa deuxième retraite à Dolisie, département du Niari. Les objectifs fixés étaient les suivants : revisiter Djambala 2016 à travers le questionnement, l'échange/partage d'expérience ; faire le bilan de l'année 2017 ; évaluer le travail individuel et collectif des membres de l'organisation et proposer des reformes pour la bonne marche de la structure et faire une projection de l'année 2018.

A la suite de cette retraite, une évaluation des **Forces-Opportunités-Faiblesses et Menaces** a été réalisée.

	Forces	Faiblesses
Interne	<ul style="list-style-type: none"> -Perception claire de la raison d'être de l'organisation à travers la tenue régulière des retraites annuelles, l'auto-évaluation et le renforcement des capacités de ses membres -Participation aux cadres de concertation sur les droits et santé sexuelle de reproduction -Personnel disponible, qualifié et compétent pour l'offre des services et la mise en œuvre des activités Solidité institutionnelle : bonne performance sur les domaines d'engagement ; disponibilité des documents de politique (stratégie de communication, manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable, charte du personnel); existence des infrastructures... -Visibilité et communication assurée à travers les réseaux sociaux (facebook, youtube, instagram, twitter), les médias locaux (radios, télévisions, presse écrite) et le portail virtuel. 	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'infrastructures, de moyens et matériel de travail -Faible appropriation des textes juridiques et des principes de base établis : certains postes de l'organigramme ne sont pas pourvus en personnel -Absence de politique de gestion des ressources humaines et de leur carrière -Publications limitées aux partenaires et tendance vers l'éloignement de la vision, missions et objectifs de l'organisation -Faible implication des volontaires dans la mise en œuvre de certaines activités de l'organisation ; Faible capacité de mobilisation des ressources Forte dépendance des partenaires techniques et financiers
	Opportunités	Menaces
Externe	<ul style="list-style-type: none"> -Elargissement du champ d'intervention et des priorités stratégiques de l'organisation en fonction des appels à proposition des partenaires -Membre de plusieurs réseaux et plate-forme de la société civile et leadership au sein de la coalition des OSC intervenant dans le domaine des droits et santé sexuelle de reproduction -Satisfaction des partenaires de l'organisation sur la gestion des contributions ou des dons reçus Existence d'un plan de fundraising et possibilité d'un appui institutionnel de l'association par certains partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque d'objectifs claires de promotion, protection et défense des droits humains sur le récépissé -Amenuisement des ressources au niveau international -Environnement politique restrictif à l'exercice des activités liées à la défense des droits humains et la gouvernance -Multiplication des acteurs dans le domaine de la protection/défense des droits humains.

Les rapports narratifs et financiers des activités de l'organisation au cours de l'année 2017 ont été examinés et validés.

Les nouvelles priorités stratégiques de l'organisation ont été adoptés, notamment le Plan d'Action 2018. Trois axes ont été retenus :

**** Le développement institutionnel** (visibilité et la communication de l'organisation ; rendre accessible les publications de l'organisation au public et réaliser la revue interne de l'organisation) ;

****Les droits humains** (promotion, éducation et monitoring des droits humains ; protection et défense les droits des groupes marginalisés, notamment les handicapés, veuves, enfants, PVVIH, LGBT ; droits des défenseurs des droits humains et promotion des droits en santé sexuelle de reproduction) ;

****La gouvernance** (justice sociale, participation citoyenne et processus électoraux).

Des recommandations ont été formulées :

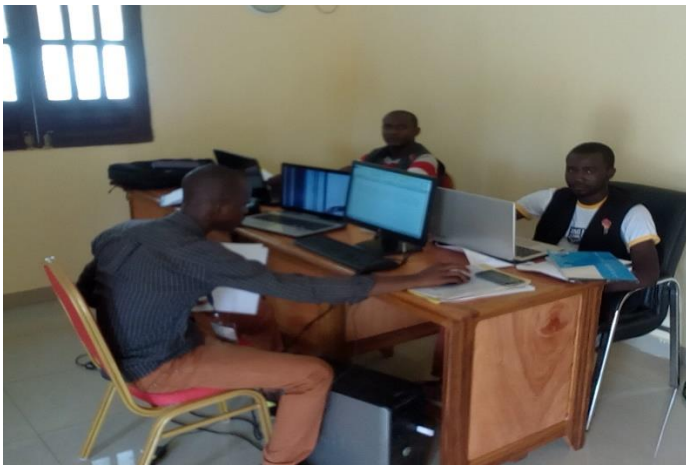
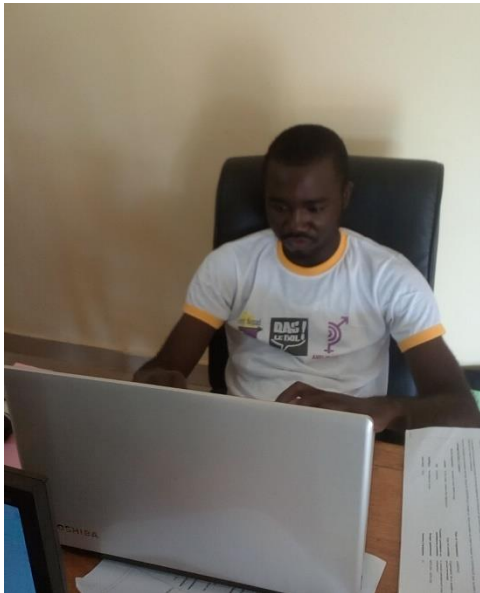
**** Stratégie de communication de l'organisation**

- Nécessité de réactualiser la stratégie de communication en y mettant un accent sur les principes suivants : la vision et les missions de l'organisation, les groupes cibles, les outils et stratégies de communication, les partenariats et les moyens à mettre en œuvre
- Nécessité de booster les publications à travers les publicités dans les réseaux sociaux
- Assurer la reprographie et impression des gadgets de communication (enveloppes, entêtes de lettre, calendrier, cartes de visite, etc.)
- Possibilité de recruter un Responsable de la communication numérique afin de prendre en charge les aspects liés à la mise à jour du site web, les post dans les réseaux sociaux, etc.

**** Finalisation du Manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable ;**

**** Renforcement des capacités institutionnelles**

- Nécessité de renouer avec les réunions mensuelles pour capitaliser les acquis, échanger sur les expériences et faire l'auto-évaluation
- Elaborer les modèles types des rapports
- Annexer les timesheet aux rapports d'activité pour chaque membre du personnel



JOURNEE INTERNATIONALE DU DROIT A L'AVORTEMENT

Le 28 septembre 2017, l'Association Avenir Nepad Congo a célébré la journée internationale du droit à l'avortement sur le thème « réduire les inégalités et fournir des renseignements fiables sur l'avortement ». Cette journée visait à promouvoir l'accès universel à l'avortement sécurisé et à soutenir l'autonomie des femmes à prendre leurs propres décisions et à jouir de leur droit à un avortement légal et sécurisé, sans risque pour leur santé ou leur vie. Plusieurs activités avaient été réalisées à cet effet.



EMISSION RADIOPHONIQUE

Cette activité avait pour but de sensibiliser l'opinion publique sur la problématique de l'avortement en République du Congo. Deux émissions avaient été diffusées à la Radio Communautaire du Niari (RCDN) en français et en langue kituba, afin d'atteindre un plus large public. Durant 45 minutes, les intervenants avaient abordé différents aspects liés à l'avortement dans le pays : l'environnement juridique, les causes, tendances et incidences, les conséquences de l'avortement à risque et les solutions à préconiser. Les conclusions suivantes des débats étaient basées sur les éléments suivants : La nécessité d'engager une réflexion nationale pour faire des bons choix sur la légalisation de l'avortement médicalisé et sécurisé ; L'élaboration des stratégies fiables pour une bonne planification familiale, l'éducation à la sexualité et le droit à l'avortement.



MEDIATISATION DE LA JIDA

Pour de nombreux observateurs, les réseaux sociaux sont devenus, un outil puissant pour connecter des personnes à travers le monde. Au nombre des avantages, il y a : la gratuité des services, la large diffusion à travers le monde des informations, la connexion avec d'autres groupes et réseaux afin d'interagir sur les opportunités sensibles de mise en place des mouvements pour le changement et enfin l'établissement des liens avec d'autres activités digitales et réelles. : Plusieurs médias sociaux ont été utilisés lors de la campagne : YouTube, Facebook, Twitter et Instagram.



Avortement à risqué 1



Résumé

Ce film aborde la question de l'avortement à risque, c'est-à-dire, une interruption de la grossesse par des personnes qui n'ont pas les compétences nécessaires et dans un environnement où les normes médicales minimales ne sont pas appliquées. Il a été réalisé avec l'appui financier d'AmplifyChange.

Découpage technique

Chaîne : Association Avenir NEPAD Congo

Date de mise en ligne : 20 September 2017 à 8:59

Durée : 5: 00

Fichier d'origine: Avortement à risque.mp4

URL de la vidéo :

https://www.youtube.com/watch?v=g_JqDtW5Wrk&t=31s

Avortement à risqué 2



Résumé

Cette vidéo présente les risques liés à l'automédication. Elle a été produite avec l'appui financier d'AmplifyChange dans le cadre du projet Plaidoyer pour un avortement sans risque.

Découpage technique

Chaîne : Association Avenir NEPAD Congo

Date de mise en ligne : 20 September 2017 à 11 :29

Durée : 7 :57

Fichier d'origine: Avortement à risque 2.mp4

URL de la vidéo :

https://www.youtube.com/edit?video_id=PXSGwlWPL6o&video_referrer=watch

[Association Avenir](#)

[Nepad Congo](#)13 J'aime5 commentaires1 partage1 partage 5 commentaires

Commentaires

[GD Gaël](#) 47.000 femmes décèdent chaque année pour avoir avorté clandestinement. Malgré le fait que l'avortement soit un droit inaliénable, certains juristes ferment les yeux face à ce qui apparaît aujourd'hui non pas comme un droit, mais un fléau, ignorant consciencieusement la défense de ce droit.

[J'aime](#) Afficher plus de réactions · [Répondre](#) · [28 septembre, 10:05](#) [Gérer](#)

[Macyval Mbou Tsamana](#) Le droit d'avortement en République du Congo, mythe ou réalité ?

[J'aime](#) Afficher plus de réactions · [Répondre](#) · [1 28 septembre, 10:56](#) [Gérer](#)

[Julmar Missamou](#) Aujourd'hui suis fier de savoir vous êtes là pour la défense de violence sexuelle.

[J'aime](#) Afficher plus de réactions · [Répondre](#) · [2](#)

· [28 septembre, 17:10](#) [Gérer](#)

CONFERENCE-DEBAT



travaillant sur la question (plaidoyer, reforme des lois et politiques, renforcement des capacités, prestation de services, formation, partage de l'information et le réseautage) et la nécessité de dépénaliser l'avortement. Il ne devrait pas être restreint, interdit ou criminalisé. La journée du 28 septembre, dans le pays, devait interpeler plus d'un citoyen, afin de réfléchir sur la condition féminine en général, et en particulier sur le droit à l'avortement, qui est inaliénable à tout(e) citoyen(ne).

SENSIBILISATION ET ECOUTE



L'activité avait consisté de faire un sondage d'opinion sur la question de l'avortement au Congo et échanger avec les populations cibles, notamment les jeunes filles en âge de procréation sur les causes, les tendances, les conséquences de l'avortement à risque et les pistes de solution en vue de l'avortement sécurisé. Dix relais communautaires avaient été mobilisés à cet effet.

La conférence –débat tenue le 28 septembre 2017 avait réuni 43 personnes, dont les leaders d'opinion, les responsables des structures de la société civile, les représentants de l'Etat et les journalistes. Les débats avaient tourné autour du thème de l'avortement à risque. Il est sorti des débats, le constat suivant : le faible accès des femmes aux services d'avortement sécurisé ; les restrictions de la législation ; la faible capacité des organisations

Il ressort de ce sondage, les observations suivantes :

- Malgré le caractère illégal de l'avortement, 63,6% des interviewers ont déclaré avoir pris elles-mêmes la décision d'avorter, à cause de leur jeunesse (23,4%), la crainte des parents ou de la famille face à une grossesse indésirée (17,2%).

- L'état psychologique qui pousse les femmes à s'engager dans cette pratique, de leur propre chef ou sous la pression d'un tiers ; le risque juridique et pénal, ainsi que la dangerosité des procédés utilisés dont la dilatation ou le curetage, auxquels elles (les femmes) s'exposent dans des conditions clandestines, pourraient suffire pour justifier pour elles le besoin de limiter ou de retarder les naissances. Une évolution est véritablement en marche par rapport au contexte traditionnel.

- Les principales raisons évoquées par les femmes pour justifier leur décision de recourir à l'avortement provoqué (ou IVG) traduisent en réalité un besoin de limitation du nombre malgré le désir encore fort d'enfants. Les motifs ou raisons des avortements provoqués sont le fait pour les femmes d'avoir déjà trop d'enfants (27 % des cas), le manque d'argent (19,5%), le refus du mari ou du partenaire de faire des enfants additionnels (15 %) ou le besoin de poursuivre les études (8,4 %). A côté de ces raisons, une partie des femmes se dit être trop jeune (4,6), ou avoir peur des parents (7,4%).

ANIMATION CULTURELLE

**Représentation théâtrale

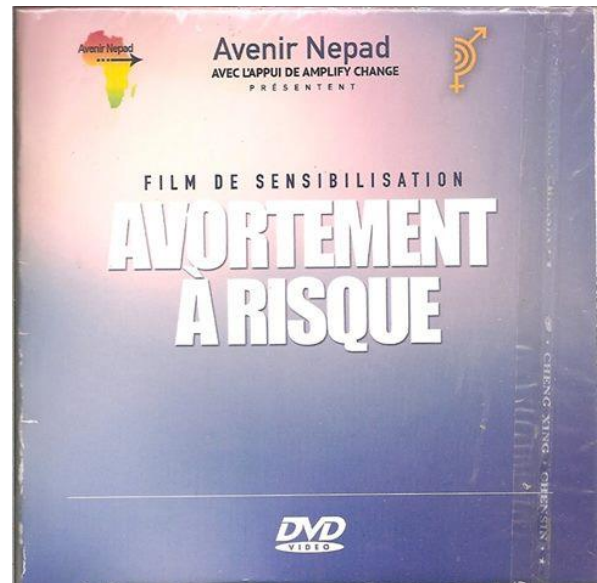
Dans le cadre de la journée internationale du droit à l'avortement, une pièce de théâtre a été présentée au public par le groupe CINESTAR. Cette représentation a été mise en ligne sur YouTube.



** Projection films sur l'avortement à risque suivie de débat.

Au nombre des activités de la campagne, il y a eu, la projection sur écran géant du film sur l'avortement à risque.

L'objectif visé à travers cette projection de film était de sensibiliser le public sur les risques liés à l'avortement clandestin. Un animateur a été mobilisé à cet effet.



IMPLEMENTATION GODH

LANCEMENT DU GODH

Le 4 novembre 2017, le Guichet d'Observation des Droits Humains (GODH) a été lancé à Dolisie, République du Congo. Le GODH s'est fixé pour objectifs, entre autres de :

- contribuer à la réduction de l'ignorance des droits de l'homme dans la ville de Dolisie et ses environs à travers la formation des acteurs, la mise en place des dynamiques locales et le monitoring sur les violations des droits humains ;
- mettre en place un système d'alerte précoce afin de dénoncer les violations des droits de l'homme et encourager les citoyens à revendiquer le respect de leurs droits selon les méthodes et pratiques légales.
- renforcer les capacités des acteurs de la société civile aux techniques de monitoring, enquêtes, surveillance et documentation sur les violations des droits de l'homme.



LA VISION DU GODH

Le GODH sera un outil capable d'être à l'avant-garde en cas de violation des droits de l'homme. Il est symbolisé par une main. Chaque doigt représente une fonction.



- 1-Le GODH comme outil du monitoring des violations des droits humains
- 2-Le GODH comme mécanisme d'alerte précoce sur les violations des droits humains
- 3-Le GODH comme instrument de prise en charge des victimes des violations des droits humains
- 4-Le GODH comme outil de sensibilisation et d'éducation aux droits humains
- 5-Le GODH comme cadre de concertation, d'échange et de plaidoyer sur droits de l'Homme

La détérioration du climat sécuritaire et la recrudescence des actes inciviques font que les droits des citoyens se trouvent de plus en plus menacés. Et ce, depuis les événements troublants de la période pré référendum constitutionnel de 2015 et post présidentiel de 2016. Le GODH intervient dans le cadre de la vulgarisation des droits de l'homme et l'éveil de la conscience citoyenne sur les questions de droit afin que le respect de ces droits soit un acquis. Cela suppose un travail de sensibilisation et des mesures d'accompagnement des victimes des violations des droits humains.



CAMPAGNE ACTIVISME 16 JOURS DE LUTTE CONTRE LES VBG

Du 25 novembre au 10 décembre 2017, l'Association Avenir NEPAD Congo a réalisé plusieurs activités dans le cadre de la campagne des 16 jours d'activisme de lutte contre les violences basées sur le genre. Le tableau synthèse des actions menées se présente comme suit :



SENSIBILISATION, ECOUTE/ CONSEILS

A travers les actions de sensibilisation et écoute mobile, il était question de poursuivre la collaboration avec différents acteurs impliqués dans la lutte contre les violences faites aux femmes et susciter une forte mobilisation citoyenne et conserver le cachet populaire de la campagne et son caractère apolitique. La stratégie utilisée consistait à sensibiliser le public dans les lieux publics (gares, écoles, marchés, etc.), les informer sur les différentes formes de violences faites aux femmes et des services disponibles et surtout distribuer des dépliants, affiches et prospectus, etc.

TRIBUNES TELEVISEES

Au cours de la campagne, trois tribunes télévisées ont été animées à Dolisie et Brazzaville. La première a été animée à Télé Dol, sur les objectifs de la campagne, son importance, et le sens du thème retenu pour la journée du 25 novembre 2017. Cette tribune est aussi organisée pour promouvoir les droits des femmes et les amener à participer activement à la campagne et revendiquer leurs droits partout où besoin y est. Elle était animée par l'Association Avenir Congo (Animateur du GODH) et ses partenaires (Association Congolaise pour le Bien-Etre Familial, Association Serment Universel)



Les deux autres tribunes ont été animées à Brazzaville, sur Télé Congo, le 26 novembre et 10 décembre 2017. Il s'agissait de sensibiliser sur les types de violences domestiques et conjugales ; interagir avec les téléspectateurs sur les formes de violences domestiques et leurs conséquences et susciter une meilleure conscience à travers le témoignage d'une victime de harcèlement sexuel en direct.



EMISSIONS RADIODIFFUSEES SUR LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



A travers la campagne, l'Association Avenir NEPAD Congo entendait assurer la médiatisation de l'existence du Guichet d'Observation des droits humains et ses services disponibles ; informer les citoyens sur les différentes formes de violence et diffuser de messages culturels dans les langues locales. Cinq émissions radiodiffusées ont été animées le 24, 25, 28 novembre et le 10 décembre 2017 la radio citoyenne des jeunes de Brazzaville et la Radio Communautaire du Département du Niari (Dolisie). Ces émissions étaient l'occasion de présenter les innovations dans sa stratégie de communication pour la lutte contre la violence conjugale, susciter l'engagement des professionnels des média dans la lutte contre les violences basées sur le genre et de faire le bilan sur les différentes activités menées par l'organisation dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes.

ANIMATION CULTURELLE

** Promotion du clip et de l'opus musical

Du 25 novembre au 10 décembre 2017, l'Association Avenir NEPAD Congo a fait sensation sur la toile à travers le clip Cri de cœur de la femme. On y voit un groupe de musicien chanter pour dire NON aux violences faites aux femmes et dénoncer le quotidien des femmes battues qui attendent encore trop longtemps avant de dénoncer leurs bourreaux.

L'organisation avait aussi produit avec le concours des artistes jeunes-talons un album musical de cinq titres afin d'atteindre un public plus large. D'une même voix, les artistes ont apporté leur contribution dans la combat concernant la lutte contre les violences faites aux femmes.



** Jeu-concours sur les violences faites aux femmes



Dans le cadre des activités de la *Journée* du 25 novembre de chaque année, l'Association Avenir NEPAD Congo avait organisé, un concours de poèmes sur le thème « **Les violences faites aux femmes : un fléau à éradiquer** ». Les sous-thèmes retenus étaient les suivants : l'égalité des sexes ; l'autonomisation des femmes ; le harcèlement sexuel en milieu scolaire; la violence domestique et la maltraitance des jeunes filles, etc. Les trois premiers meilleurs poèmes ont été recomposés par des prix (une enveloppe, une casquette, un T-shirt, un CD vidéo et un CD audio de la campagne). L'autre concours, jeu de réponses aux questions de la culture générale basée beaucoup plus sur les femmes. Là aussi, trois prix ont été décernés aux trois premiers (une enveloppe, une casquette, un T-shirt, un CD vidéo et un CD audio de la campagne)

** Les danses traditionnelles

Le but visé à travers les danses traditionnelles était d'adresser dans les langues locales, un message fort pour réclamer que l'on mette fin à la violence contre les femmes. La mission assignée aux différents groupes traditionnels était de diffuser des messages de sensibilisation et d'utiliser l'énergie de la danse pour servir de détonateur à une prise de conscience nationale sur les violences basées sur le genre. D'où l'idée d'utiliser la danse comme outil de médiation sociale et culturelle au sein des populations afin de réduire les violences communautaires, de redonner l'estime de soi aux survivantes et d'accroître le dialogue avec l'extérieur.

ADVOCACY LEADERS

Le but de cette activité était de présenter les messages existants sur les violences basées sur le genre (VBG), consolider les messages sur les différents types de VBG, valider par consensus.

Les catégories choisies ont concerné les filles de 12 à 19 ans. Les thèmes retenus ont porté sur les « viols et agressions sexuelles », les « violences physiques et mariages forcés », et le « déni de ressources, de services ou d'opportunité et violence émotionnelle ».



CONFERENCE-DEBAT



Pour débiter cette campagne des seize jours d'activisme sur les violences basées sur le genre à Brazzaville, l'Association Avenir Nepad Congo avait décidé d'organiser, le 25 novembre 2017, une conférence-débat sur le phénomène du harcèlement sexuel en milieu scolaire et universitaire afin de sensibiliser le public sur ce problème qui gangrène le milieu éducatif congolais. Le but fixé étant : échanger sur la problématique du harcèlement sexuel en milieu scolaire et universitaire ; décrypter les causes, les manifestations et les conséquences de ce phénomène ; faire l'inventaire du cadre juridique sur la question et formuler des recommandations.

SOIREE GALA

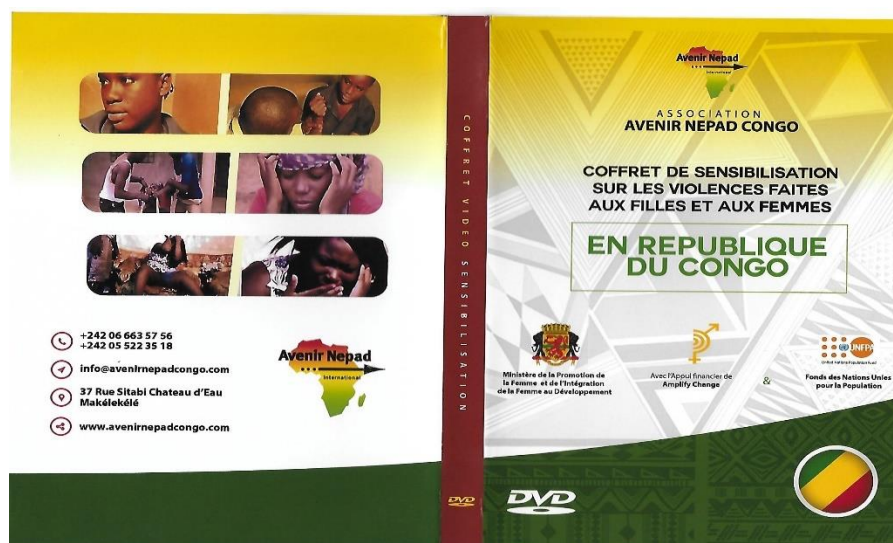
Une soirée de gala animée par l'Agence de Mannequins New Vision de Dolisie avait été organisée le 25 novembre 2017 à Dolisie. A l'issue de cette soirée, l'Association Avenir NEPAD Congo, partenaire officiel, avait profité de sensibiliser les participants sur les violences dont sont victimes les femmes et les filles.

Les mannequins à travers la valorisation de la mode africaine n'ont pas manqué de signifier que l'accoutrement de la femme ne saurait servir de prétexte pour le viol des femmes et qu'il était temps de dire Stop aux violences faites aux femmes.



PROJECTION DES FILMS

L'Association Avenir NEPAD Congo, dans le cadre de ses actions de sensibilisation avait produit quatre films sur les violences faites aux femmes : la maltraitance des veuves ; les violences conjugales ; le harcèlement sexuel en milieu scolaire et l'avortement à risque. Ces supports ont été projetés lors de la campagne des seize jours d'activisme de lutte contre les violences de genre du 25 novembre au 3 décembre 2017 à Dolisie comme à Brazzaville.



CYBER DIALOGUE

Dans le cadre de campagne des 16 jours d'activisme de lutte contre les violences faites aux femmes et des jeunes filles, l'Association Avenir Nepad Congo avait animé les cyber-dialogues pour sensibiliser et échanger sur les violences Basées sur le genre (VBG) du 25 au 28 novembre 2017. Deux thématiques étaient retenues pour animer les débats sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter ; WhatsApp). Les objectifs poursuivis étaient les suivants : échanger avec différents acteurs afin d'évaluer le progrès fait en matière de lutte contre la violence envers les femmes; donner aux survivantes la possibilité de parler de ce qu'elles ont subi; faire un lobbying pour la mise en œuvre et le financement des stratégies et des programmes qui traitent la VBG ; utiliser des discussions thématiques pertinentes pour mettre l'accent sur les défis actuels et partager les bonnes pratiques.



PLAIDOYER SUR LES DROITS EN SANTE SEXUELLE DE REPRODUCTION

PLAIDOYER POUR UN AVORTEMENT SANS RISQUE

En République du Congo, l'avortement est prohibé dans 99% des cas. Seulement, les congolaises en âge de procréer se font régulièrement et constamment avorter, en toute clandestine par crainte des représailles de la part des pouvoirs publics. Or, l'avortement clandestin ou à risque comporte plusieurs conséquences.

Aussi, faut-il rappeler qu'au regard du caractère clandestin de la plupart des avortements réalisés tant dans les hôpitaux que dans les centres de santé privé, il est quasiment impossible de disposer des données fiables sur le pourcentage moyen, les raisons, les méthodes utilisées ou encore les conséquences de ce phénomène. Les études menées dans le passé n'ont pas permis de cerner véritablement le problème et ne donnent qu'une vision partielle. Sur le plan juridique et judiciaire, beaucoup de choses restent à faire. C'est au regard de tout ce qui vient d'être évoqué que l'association Avenir Nepad Congo. C'est dans ce cadre que le projet plaidoyer sans risque a été initié et mise en œuvre dès septembre 2017, avec l'appui financier d'AmplifyChange.

Ce projet visait deux volets : la mise en place d'une coalition des acteurs sur les droits et santé sexuelle de reproduction et la production d'un rapport sur la situation de l'avortement en République du Congo. Les activités du projet se poursuivront jusqu'en août 2018.

MISE EN PLACE DE LA COALITION DSSR

Le 7 novembre 2017, à la faveur du projet « Plaidoyer pour un avortement sans risque en République du Congo », une coalition des acteurs de la société civile intervenant dans les droits en santé sexuelle et la reproduction a été mise en place. Elle a pour missions de répertorier les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux ayant trait aux droits sexuels et la reproduction ; de bâtir des stratégies de plaidoyer pour l'assouplissement du cadre réglementaire national en matière d'avortement.



Liste des membres de la coalition

Noms et Prénoms	Structures	Contacts/adresses mail
MAHOUNA SIOLO Gertrude	ASI	05 558 07 14/ gertrudesiolo@yahoo.fr
DJEMBO Mikhael Ornael	Avenir Nepad Congo	06 690 66 32/ 05 561 23 68
LOLO Fanny	ANASAFCO	04496 53 72/055583644
BINDIKISSA SICE Alain Serge	Médecin Conseil Supérieur islamique	04 450 55 86 / 06636 13 11
MOUSSEYSSI NZOULOU Jean Claude	R.A.M.D.-C	06 627 87 57
NZILA Franck	Mouvement citoyen Ras-le-bol	069453558/ 04 425 25 24
FOUTY-SOUNGOU	CARMMA	
BITSEKE Patrick	FAWE	06 978 95 77/ 05 571 86 32
LOUBOMDO Françoise	AMCUMF	05 529 80 68
Dr. MBEMBA	SOCOGO	06 666 35 89
MAGNONDO DIELET Yer Stiven	MAJ ACBEF	06 913096 02
MOUKOLO Abel Zéphirin	ACBEF	06 661 01 58 zmoukolo@gmail.com
MBENGOU née TOUSSOUNGAMANA PEKA Sandrine	D.G. POP	06 690 95 78
Mme MALELA MILANDOU Elisabeth	AFSIS	05 528 52 09
NKIANZO Angèle Gabrielle	A.F.E.D.C	05 548 11 26
NZOUANZOUA Moise	A.B.E.P.A	06 604 34 92
MAMPASSI Jean Felix	D.G.POP	06 636 79 86
Ivan KIBANGOU	Global Participe	06 464 99 14
MATONGO Edmond	CNDHP	06 693 88 83
MOUPANGOU Suzie	ACDEF	06 5796165
OKEMBA ITOUA Amour	Juriste	06 690 9214
Carine DAMBA	Dynamique Plurielle	06 665 81 89
MAMPASSI Jean Felix	Juriste / D.G.POP	06 636 79 86
Jocelyne Milandou	AFJC	06 668 64 65
Touady Freddy	Psy d'Afrique	fredtouadyk@gmail.com



MONITORING DU PROCESSUS ELECTORAL

OBSERVATION DOMESTIQUE DES ELECTIONS LEGISLATIVES ET LOCALES

Les élections locales ont été organisées en même temps que les législatives, le 16 juillet 2017 sur l'ensemble du territoire congolais. Ces élections qui s'inscrivent dans le contexte de la finalisation du processus de mise en place des institutions de la nouvelle République issue de la Constitution du 25 octobre 2015, donnaient pour certains observateurs, une recomposition des forces et une certaine reconsidération des rapports de force au sein de la majorité présidentielle. L'Association Avenir NEPAD Congo avait déployé trente (30) observateurs répartis comme suit : Brazzaville (10), Dolisie (02), Makoua (01), Ouessou (01), Kinkala (02), Ngo (01), Djambala (02), Owando (01), Pointe-Noire (05), Mossendjo (03) et Gamboma (02). Les scrutins s'étaient déroulés sans heurts majeurs mais de multiples anomalies avaient été enregistrées. Parmi les 2 millions d'électeurs appelés aux urnes, peu d'entre eux avaient répondu à l'appel.

**** La campagne électorale**

Le 1er juillet 2017, la campagne pour les législatives et les locales avait été lancée sur l'ensemble du territoire. Plus de 720 candidats en lice dans ces élections se sont déployés partout au Congo pour mobiliser leur base électorale afin de se faire élire. Durant deux semaines, les candidats et les formations politiques se sont affrontés à travers les messages, les meetings et les affiches pour tenter de convaincre du bienfondé de leur candidature.

Elle n'a pas suscité un véritable engouement populaire comme lors des élections précédentes. La double crise, financière et politique que traverse actuellement le Congo explique en partie le désintéressement de la population congolaise par rapport aux élections. De même, les problèmes de manque de transparence, de tricherie et d'intimidation que font preuve certains partis de la majorité présidentielle lors des scrutins ont conduit peu à peu les populations à tourner le dos aux élections. Très peu de candidats ont pu à cet effet, mobiliser les foules lors de cette campagne.



La mobilisation autour des législatives a été marquée par deux incidents majeurs qui ont fait de nombreuses victimes et blessées des dizaines d'autres. L'accident qui a eu lieu le 14 juillet à Madibou, au Sud de Brazzaville dans un convoi de carnaval du candidat Guy Brice Parfait Kolélas avait fait sept morts et 82 autres, grièvement blessés.

**** Constats sur le déroulement des élections générales de 2017**

Dans le cadre de son programme de promotion des droits humains et d'appui à l'Etat de droit en République du Congo, l'Association Avenir NEPAD Congo s'est investie, dans des activités d'observation du scrutin législatif, dont les deux tours ont été organisés le 16 et 30 juillet 2017. Le but fixé était d'apporter sa contribution dans la consolidation de la démocratie et de la paix durable au Congo, notamment grâce à des élections libres et apaisées. Nous présentons ici les principaux constats relevés durant les deux tours du scrutin, et tente d'évaluer la conformité des diverses opérations réalisées.

Le scrutin s'est déroulé sans heurts majeurs mais de multiples anomalies ont été enregistrées. Reportage des points chauds.

**** Plusieurs incidents signalés dans la Cuvette-Ouest.** Cas de violences électorales à Kellé, Mbomo, Etoumbi et Ewo, où les manifestants s'étaient emparés des urnes, contestant la désorganisation perpétrée par les candidats du PCT.

**** Un peu partout dans la capitale, Brazzaville,** des tentatives de corruption de la part de candidats dotés d'une certaine assise financière envers d'autres candidats moins nantis mais bénéficiant tout de même de la confiance des électeurs de leurs circonscriptions, en vue du retrait de leur candidature contre une somme d'argent considérable, ont également été notées.

****Le vote a été truffé des cas de fraudes, de contestation des résultats et de violences.** Incidents constatés à Mounkali, Poto-Poto, Ouenze, Zanaga, Mbon et Youlou Panga dans le district de Kimongo. L'opposition a accusé des militaires d'avoir voté frauduleusement pour le compte du PCT.



Recommandations

Les élections de juillet 2017 ont attiré, comme d'habitude, des regards de la communauté internationale. Les recommandations suivantes sont à prendre en ligne de compte :

- Le gouvernement doit prendre les mesures nécessaires pour l'organisation, dans les meilleurs délais, des élections dans les circonscriptions où elles n'ont pu avoir lieu en vue de garantir une représentation nationale inclusive. Il devra également renforcer la formation des forces de l'ordre quant à leur rôle en période électorale et de poursuivre son appui aux organes de gestion des élections dans la réalisation de leur mission y compris la consolidation des listes électorales.
- La classe politique devra recourir aux voies légales pour le règlement des différends électoraux; d'intégrer et assurer la formation de leurs délégués, ainsi que de renforcer la participation des femmes dans le processus électoral.
- La société civile devra enfin prendre une part active au processus électoral par des actions de vigilance citoyenne, de sensibilisation et d'éducation à la paix.

On ne le dira jamais assez, le Congo ne peut sortir du volcan sur lequel il est assis que si tout le monde est d'accord. Les élections qui participent à la vitalité de la démocratie sont devenues au Congo une source de problème.

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

L'ensemble des informations suivantes sont issues des rapports moral, financier et d'activités 2017 votés à l'Assemblée générale et disponibles sur simple demande au siège de l'Association Avenir NEPAD Congo.

PRESENTATION DES COMPTES 2017

L'objectif est de vous présenter les comptes annuels de l'exercice 2017, soit :

☐ La traduction financière de notre activité sur l'année à travers la lecture du compte de résultat (1) ;

☐ L'appréciation de notre situation patrimoniale (2) ;

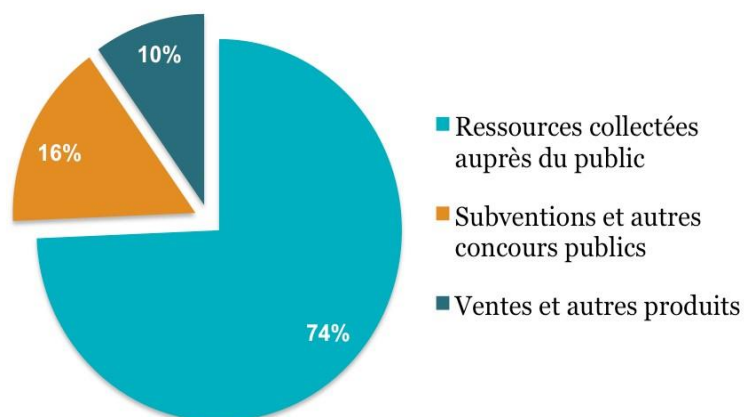
Nous vous rappelons que nos comptes sont conformes au système du plan comptable OHADA adapté aux associations établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable général OHADA.

(1) Le compte de résultat 2017

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
Charges fixes	23 200 €	Subventions affectées aux projets	98 432 €
Salaires	16 808 €	Amplify change 1	51 890 €
Loyers et charges locatives	4 800 €	Amplify change 2	36 542 €
Frais d'internet et communication	1 592	Opportunité	10 000 €
Charges variables	42 889 €	Autres produits	
Activités et ateliers	12 993 €		
Missions et déplacements	6 041 €		
Fournitures et autres	9 340 €		
Acquisitions équipements et accessoires	11 766 €		
Prestations services et production DVD	8 749 €		
Total charges	72 089 €	Total produits	98 432 €
Excédent au 31/31/2017	26 343 €		

L'Association a pu couvrir les charges affectées aux actions et aux frais de fonctionnement à partir des ressources obtenues.

REPARTITION DES RESSOURCES

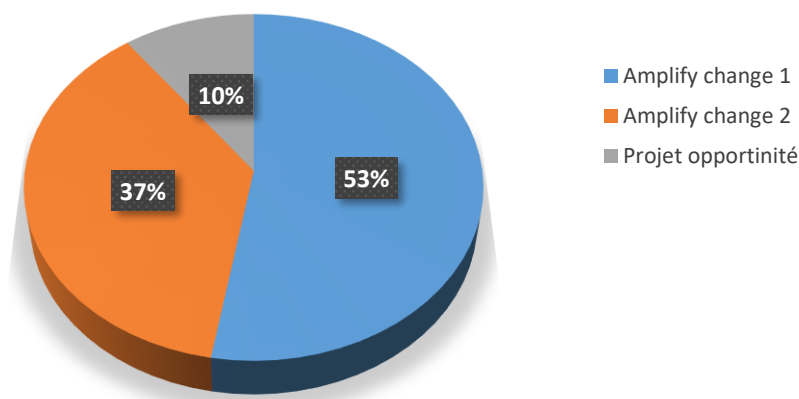


66 % des dépenses vont aux missions sociales

75% des dépenses financées par les donateurs

Les ressources (produits d'exploitation) pour l'année 2017 s'élèvent à 98 432 € ce qui représente une augmentation de + 40% par rapport à l'exercice 2016 qui était de 39 214 €. Elles sont réparties comme suit :

Fonds AmplifyChange

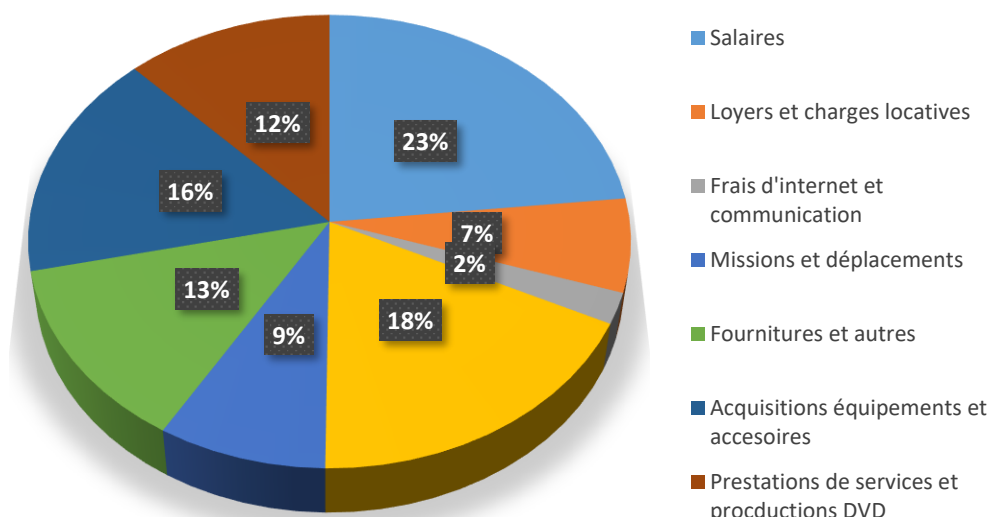


Le montant global des ressources collectées par l'Association Avenir NEPAD Congo est stable (et même en légère progression par rapport à l'année précédente) à **250 000 €**. La totalité des ressources collectées auprès du public a été dépensée pendant l'année. Cependant l'origine de ces ressources évolue : le dons et legs ; les subventions reçues et les cotisations des membres.

UTILISATION DES RESSOURCES

Les charges ou dépenses (charges d'exploitation) pour l'année 2017 s'élèvent à 98 432 €. Au-delà des frais de personnel, les frais directement imputables à la réalisation des missions incluent principalement les frais et prestations des services et production des scénarios ; les frais de missions et de déplacements ; les frais de communication et internet.

Les frais de fonctionnement, pour l'essentiel incompressibles, comprennent : Les frais de structure (loyers et charges locatives, assurance, honoraires paie, comptabilité et autres frais de structure). Ces charges sont réparties comme suit :



L'essentiel des ressources 2017 ont été affectées à la réalisation des activités et ateliers (Campagne des 16 jours d'activisme, l'ouverture du Guichet d'Observation des Droits Humains, émissions télévisées et radiodiffusées, la production des DVD sur les violences faites aux femmes, les missions de plaidoyer...)

SITUATION PATRIMONIALE AU 31 DECEMBRE 2017

La présentation synthétique de la situation patrimoniale au 31 décembre 2017 de l'Association Avenir NEPAD Congo à partir du bilan se présente comme suit.

BILAN			
ACTIF=EMPLOIS	Montant brut	PASSIF=RESSOURCES	Montant
Utilisation des ressources de l'association		Origine de fonds dont l'association en dispose	
IMMOBILISATIONS	41 745 €	FONDS PROPRES ASSOCIATIFS	0 €
Logiciels	250 €	Fonds associatif sans droit de reprise	0 €
Matériels de bureau et informatique	22 698 €	Report à nouveau	0 €
Equipements et installations	18 797 €	Excédent de l'exercice 2017	28 343 €
Dépôts de garantie et autres	0 €	Subvention d'investissement	70 088 €
CREANCES	0 €	Dettes à court terme	0 €
Aides / Soutiens à recevoir	0 €	Dettes fournisseurs	0 €
Dons à recevoir	0 €	Dettes organismes sociaux et taxes	0 €
Disponibilités	28 343 €	Subventions constatées d'avance	71 569 €
Charges constatés d'avances	99 912 €		
TOTAL	170 000 €	TOTAL	170 000 €

L'année 2017 se termine sur un résultat positif net de 28 343 €. Il est proposé de reporter ce résultat sur le compte de report à nouveau de l'année suivante. Pour l'année 2018, NEPAD prévoit un budget prévisionnel de 298 138 € et dispose d'ores et déjà de plus d'un quart des ressources est de 26 570 €. En tout état de cause, l'association mettra tout en œuvre pour maintenir cette situation d'équilibre.

TABLE DES MATIERES

EDITO.....	5
QUI SOMMES NOUS ?.....	6
NOTRE ORGANISATION.....	7
NOTRE EQUIPE.....	8
RENFORCEMENT DES CAPACITES.....	9
JOURNEE INTERNATIONALE DU DROIT A L'AVORTEMENT	14
IMPLEMENTATION DU GODH.....	18
CAMPAGNE 16 JOURS D'ACTIVISME SUR LES VBG.....	19
PLAIDOYER DSSR.....	24
MONITORING DU PROCESSUS ELECTORAL.....	27
TRANSPARENCE FINANCIERE.....	29

Suivez-nous sur



Association Avenir NEPAD Congo

37 Rue Sitabi, Château d'Eau, Ngangouoni, Makelekele, Brazzaville

Tel 00242 05 522 35 18/ 06 663 57 56

Email : info@avenirnepadcongo.com

Site web: www.avenirnepadcongo.com

A solid teal horizontal bar spanning the width of the page at the bottom.

Copyright 2017





BULLETIN D'INFORMATION, DE SYNTHÈSE ET D'ANALYSE POLITIQUE SUR LE CONGO BRAZZAVILLE

CONJONCTURIS

N°003-MAI 2016-Siège social : 37 Rue Sitabi, Chateau d'eau Nganguou - Makélékélé - BP: 14812 Brazzaville
Tel : 00242 05 522 35 18/06 663 57 56 Email : info@avenirnepadcongo.com, Site web : www.avenirnepadcongo.com

Dialogue politique et crise postélectorale



Charles Zacharie Bowao
Coordonnateur FROCAD-
(p.12-14)

Monographie du Congo Brazzaville: enjeux géopolitiques



(p.15-17)

Clin d'oeil du mois

(p.20)

La problématique de la gouvernance électorale en République du Congo

(p.2-3)

La fraude et la corruption électorale

(p.4-5)



Crise diplomatique Union-Européenne-Congo

Madame Saskia De Lang et
le président Denis Sassou-
Nguesso
(p.6-7)

Les premières heures de la Nouvelle République



(p.8-9)

Clément Mouamba,
premier ministre

La sortie médiatique d'Alain

(p.10-11)

Nouvel ordre sécuritaire postélectoral au Congo

(p.18-19)

1 Page



BULLETIN D'INFORMATION, DE SYNTHÈSE ET D'ANALYSE POLITIQUE SUR LE CONGO BRAZZAVILLE

CONJONCTURIS

N°005-JUIL 2016-Siège social : 37 Rue Sitabi, Chateau d'eau Nganguou - Makélékélé - BP: 14812 Brazzaville
Tel : 00242 05 522 35 18/06 663 57 56 Email : info@avenirnepadcongo.com, Site web : www.avenirnepadcongo.com

Dossier spécial: Opposition démocratique au Congo Brazzaville



Charles Zacharie Bowao



Jean Marie Michel Mokoko



Claudine Munari



G.B.P-Kolclas

La problématique du statut de l'opposition en République du Congo

(p.2-3)

L'opposition vue dans la presse du mois de juillet 2016

(p.4-5)

L'opposition dans la consolidation du processus démocratique au Congo: 1991-2016

(p.10-12)

Les figures de l'opposition à l'élection présidentielle du 20 mars 2016

(p.6-9)

Les dessous de la déconfiture de l'UPADS

(13-14)

La République du Congo face à la conjoncture de la crise postélectorale

(p.15-16)

Leadership et recompositions de l'opposition politique

(p.16-17)

Le Collectif des partis de l'opposition congolaise: une opposition extraparlamentaire

(p.18-19)

Clin d'oeil du mois

p.20

1 Page



BULLETIN D'INFORMATION, DE SYNTHÈSE POLITIQUE SUR LE CONGO BRAZZAVILLE

CONJONCTURIS

N°002-VRIL 2016-Siège social : 37 Rue Sitabi, Chateau d'eau Nganguou - Makélékélé - BP: 14812 Brazzaville
Tel : 00242 05 522 35 18/06 663 57 56 Email : info@avenirnepadcongo.com, Site web : www.avenirnepadcongo.com

Enjeux de la crise post-électorale

pp.2-3

Manipulation de la souveraineté populaire et brigandage constitutionnel

pp.4-5

Répressions politiques et assignation à résidence des opposants

pp.6-7

L'investiture du président élu

p.15



Manifestants du 7 avril 2016 à Brazzaville

pp.8-9

La guerre à huis-clos dans le département du Pool

pp.13-14

Dossier Frédéric Bintsamou alias Pasteur Ntumi

pp.10-12

Le premier Gouvernement de la nouvelle République

pp.16-18

Les réactions internationales sur la situation politique au Congo

p.19



BULLETIN D'INFORMATION, DE SYNTHÈSE ET D'ANALYSE POLITIQUE SUR LE CONGO BRAZZAVILLE

CONJONCTURIS

N°006-AOUT 2016-Siège social : 37 Rue Sitabi, Chateau d'eau Nganguou - Makélékélé - BP: 14812 Brazzaville
Tel : 00242 05 522 35 18/06 663 57 56 Email : info@avenirnepadcongo.com, Site web : www.avenirnepadcongo.com

Analyse: Quelle place pour la société civile dans la Nouvelle République?

pp.2-5

Message du Chef de l'Etat à l'occasion du 56e anniversaire de l'indépendance nationale

pp.6-7



Le Président Denis Sassou Nguesso

Dossier judiciaire Jean Marie Michel Mokoko

pp.7-8

Repositionnement politique de l'opposition et dialogue inclusif

p.9

La revue de presse du mois

pp.10-11

Réflexion: Bilan des 56 ans de vie politique au Congo Brazzaville

pp.12-14

L'initiative gouvernementale du «vivre ensemble»

pp.15-16

La diplomatie de la nouvelle République

p.17



Le président congolais et son homologue chinois

La problématique de la liberté de communication et d'information au Congo Brazzaville